



## Tout change.

L'élection d'un président de la République de droite attaché à dynamiter le plus rapidement possible toutes les valeurs de gauche : solidarité, redistribution des richesses, développement de l'éducation, promotion des services publics, promotion de la culture, développement harmonieux des territoires, développement propre et soucieux de l'avenir de la Terre, défense des peuples opprimés, lutte pour une organisation non compétitive du monde, défense de la paix, au profit des plus riches, a ébranlé profondément ce qu'on appelle le modèle français. Ce modèle avait subi déjà bien des outrages depuis une trentaine d'années.

La crise du capitalisme dont les contradictions ont éclaté dans ce que les commentateurs de droite et même la plupart des commentateurs de gauche veulent ne nommer que crise financière a elle aussi ébranlé toute l'économie et menace la vie sociale.

Le dogme intouchable des budgets d'Etat exsangues qui « imposaient » des massacres dans les budgets sociaux, le niveau des salaires, les services publics, s'est évanoui devant la « nécessité » de dégager des milliards par milliers pour tenter d'enrayer la faillite des banques atteintes du virus mortel de la spéculation. Les maladies opportunistes se déclarent à grande allure. Les taux de chômage montent en flèche. Les industries sont dévastées. Les suppressions de postes de travail se font par dizaines de milliers un peu partout dans le monde.

Tout change, mais comme le disait le prince Giuseppe Tomasi di Lampedusa, il faut que tout change pour que rien ne change.

Lampedusa où chaque jour, des centaines d'émigrés désespérés abordent dans des embarcations de fortune.

En effet, tout cet argent perdu n'a pas été perdu pour tout le monde.

En effet, tout cet argent qui sort en abondance des budgets nationaux comme le pétrole d'un puits nouvellement foré n'empêche pas les dirigeants de continuer et d'aggraver l'inégalité de distribution des richesses. Produites par qui ?

En effet, tout cet argent doit bien correspondre au fruit du travail. Travail de qui ?

Tout change, mais rien de changera si nous n'imposons pas le changement.

Petit exemple départemental : le dernier numéro du magazine du conseil général des Pyrénées Atlantiques, et c'est normal en cette période, porte ses regards sur 2009. Pour cela, il invite quinze personnes. Un préfet, des patrons, des artistes, des sportifs, des politiciens et même un cardinal. Mais pas un seul syndicaliste, pas un seul salarié invité en tant que tel pour donner son avis sur le développement, le progrès, le changement, l'organisation de la production et de la distribution des richesses, l'évolution du système éducatif, les services publics.

A la fin du magazine, les groupes politiques s'expriment. Si le président UMP se paie le luxe de titrer son éditorial : *penser global, agir local*, aucun groupe n'évoque les luttes des salariés, la défense des services publics. Au contraire : l'union sacrée est proclamée par tous. Pour que rien ne change.

En dépit de la démonstration éclatante et effrayante de l'incapacité de régler correctement les affaires, on continue de considérer qu'il y a d'un côté ceux qui décident, et de l'autre ceux qui bossent. Et qui la ferment.

Camarades, si nous voulons que ça change, il va falloir un peu insister !

## Quelle stratégie ?

Les responsabilités du mouvement syndical sont grandes dans cette volonté de changement. D'autant que la grande entreprise de changement du président de la République touche les organisations syndicales. Le grand remue-ménage de la représentativité va aboutir à des recompositions profondes. Le congrès de la FSU de l'année prochaine aura probablement des choix très importants à faire.

Pour ce qui nous concerne dans le département, il faut que nous parvenions, d'une part à faire en sorte que les salariés de nos divers champs syndicaux aient envie de participer à la vie de leur organisation syndicale là où ils travaillent, d'autre part à faire en sorte que nos organisations syndicales travaillent ensemble au sein de la FSU. Enfin, notre responsabilité fédérale départementale est de veiller à coordonner toutes ces luttes avec celles qui sont organisées par les autres organisations syndicales que celles de la FSU.

Maryse Dumas, secrétaire confédérale de la CGT, expliquait il y a quelques jours que l'éclatement du salariat, réussi par le MEDEF et le président de la République, entraînait un éclatement des revendications. Elle notait que, paradoxalement, plus les problèmes s'élargissent au niveau de la planète avec la crise, plus la tendance au repli est forte. Elle en déduisait que les confédérations syndicales devaient avoir une vision du travail salarié qui construise l'intérêt général des salariés par la prise en compte des aspirations particulières.

Cette réflexion élaborée au niveau interprofessionnel peut se reprendre au niveau fédéral de notre organisation : ne pas subordonner le travail syndical dans un champ précis à l'attente de succès dans la construction de l'unité, mais bien plutôt permettre l'unité en développant largement le travail syndical de proximité au niveau le plus proche du salarié. C'est ce succès dans la prise en compte des aspirations particulières de nos collègues qui nous permettra de construire la convergence des luttes indispensable.

Cela dit, le travail unitaire progresse : le front large qui avait abouti au succès contre le contrat premier embauche s'est reconstruit pour appeler à une journée de grève interprofessionnelle le 29 janvier. Aschieri note dans le dernier U.S. du SNES que le texte d'appel interprofessionnel prend soin de bien faire le lien entre le public et le privé et à mettre en avant la défense des services publics :

- *défendre l'emploi privé et public*
- *lutter contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales*

- *exiger des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités*
- *défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale*
- *des services publics de qualité qui assurent en particulier tout leur rôle de réponse aux besoins sociaux et de solidarité.*

Aschieri rappelle la multiplication des mouvements sectoriels annoncés les prochains jours et semaines. Ils peuvent trouver leur débouché le 29 janvier.

Dans l'éducation nationale, un accord a pu être trouvé entre toutes les organisations syndicales pour une journée d'action le samedi 17 janvier. Un appel à la grève aurait été préférable. Il n'a pas été obtenu.

Il nous reste à faire le meilleur usage de ces deux dates et de la période intermédiaire entre elles. C'est ce à quoi nous allons travailler immédiatement.

## Meilleurs vœux

Si le date indiquée par le calendrier incite à formuler des vœux de bonne année, la réalité de la situation de nombreux salariés, chômeurs, précaires, licenciés, jeunes gens qui perdent l'espoir de trouver le travail auquel ils se préparaient, incite à ne pas s'égarer dans des réjouissances hors de propos. De même, la situation de guerre qui accable les populations de plusieurs pays d'Afrique et d'ailleurs n'incite pas non plus à sauter de joie.

Particulièrement, ces jours-ci, l'agression subie par le peuple palestinien de la part de l'Etat et de l'armée de ses cousins-voisins d'Israël. Des déluges de bombes accablent ce territoire minuscule où s'entassent un million et demi de personnes dans des conditions épouvantables. Une attaque avec des chars et des hélicoptères a commencé il y a quelques heures et les massacres se multiplient.

Cela ne règlera aucun problème.

Nous sommes intervenus lors du rassemblement de samedi 3 janvier devant la préfecture à Pau pour dénoncer cette nouvelle guerre et exiger que tous les peuples de la région puissent vivre en paix.

C'est aussi un des espoirs de changement que nous avons : nous devons imposer, avec nos camarades et nos frères et sœurs du reste du monde, une organisation différente de cette planète. Chaque jour, chaque jour, des milliers de milliards de dollars d'armement sont dépensés dans le monde pour détruire, accabler, tuer, empêcher que le vrai changement se construise. Une petite partie de cet argent suffirait pour réduire la faim, la soif, les maladies, les injustices.

Voilà nos vœux : changer ce monde, ensemble.

C'est faisable.

Le 16 décembre dernier, plus de 10 000 travailleurs européens ont manifesté ensemble à Strasbourg à l'appel de leurs organisations syndicales pour refuser le projet de révision de la directive sur le temps de travail. Quelques jours plus tard, les députés européens demandaient à une forte majorité de revoir l'accord conclu en juin entre les responsables des 27 Etats membres de l'union européenne qui prévoyait de pouvoir faire travailler les salariés jusqu'à 70 heures par semaine. Cette victoire est un début. Nous avons un besoin énorme d'unité et d'action. Pour changer.